



HAL
open science

Une résistance à l'Europe inattendue ? : l'eurosepticisme en Turquie

Bruno Cautrès, Nicolas Monceau

► **To cite this version:**

Bruno Cautrès, Nicolas Monceau. Une résistance à l'Europe inattendue ? : l'eurosepticisme en Turquie. *Revue internationale de politique comparée*, 2008, 15 (4), pp.573-587. 10.3917/ripc.154.0573 . hal-01052650

HAL Id: hal-01052650

<https://sciencespo.hal.science/hal-01052650>

Submitted on 28 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNE RÉSISTANCE À L'EUROPE INATTENDUE ? L'EUROSCEPTICISME EN TURQUIE

Bruno Cautrès et Nicolas Monceau

De Boeck Supérieur | *Revue internationale de politique comparée*

**2008/4 - Vol. 15
pages 573 à 587**

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2008-4-page-573.htm>

Pour citer cet article :

Cautrès Bruno et Monceau Nicolas, « Une résistance à l'Europe inattendue ? L'euroscepticisme en Turquie », *Revue internationale de politique comparée*, 2008/4 Vol. 15, p. 573-587. DOI : 10.3917/ripc.154.0573

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UNE RÉSISTANCE À L'EUROPE INATTENDUE ? L'EUROSCÉPTICISME EN TURQUIE

Bruno CAUTRÈS, Nicolas MONCEAU

Cet article propose une analyse d'un phénomène nouveau en Turquie : la montée de l'euroscépticisme populaire. En s'appuyant sur les Eurobaromètres et sur les enquêtes d'opinion nationales, il analyse le profil des euroscéptiques turcs, puis confronte le phénomène de l'euroscépticisme en Turquie aux grands modèles d'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe afin d'apporter des éléments d'interprétation. Dans cette perspective, il met l'accent sur les logiques économiques et l'évolution du contexte ainsi que sur les approches identitaires et culturelles, dont témoignent les « syndromes de la Turquie » marqués par le poids de l'histoire et de la mémoire, pour expliquer la résistance croissante des Turcs à l'Europe.

La question de l'euroscépticisme a été beaucoup débattue en Europe au cours des quinze dernières années à partir de la rupture du modèle d'analyse du « consensus permissif » élaboré dans la décennie 1970 par des politistes américains pour définir les attitudes des citoyens européens à l'égard de l'Europe et le rapport entretenu avec leurs élites nationales. Depuis le début des années 1990, à l'occasion des débats sur les traités de Maastricht puis d'Amsterdam, de nombreux travaux ont montré qu'une certaine structuration et cristallisation des opinions, notamment critiques, s'était opérée chez les citoyens européens et avait entraîné une rupture du « consensus permissif » sur les grands enjeux de la construction européenne (monnaie unique, élargissement, Constitution européenne)¹. Par la suite, tout un courant de

1. En langue française, on peut citer : BRÉCHON P., CAUTRÈS B., DENNI B., « L'évolution des attitudes à l'égard de l'Europe », dans PERRINEAU P., YSMAL C., (dir.), *Le Vote des Douze. Les élections européennes de juin 1994*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995, p. 155-180 ; CAUTRÈS B., « Les attitudes vis-à-vis de l'Europe », dans BRÉCHON P., CAUTRÈS B., (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 91-113 ; CAUTRÈS B., DENNI B., « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », dans BRÉCHON P., PERRINEAU P., LAURENT A., (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 323-354 ; BELOT C., CAUTRÈS B., « L'Europe, invisible mais omniprésente », dans CAUTRÈS B., MAYER N., *Le Nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 139-141. En langue anglaise, la production a été beaucoup plus abondante et l'on ne peut

recherches s'est développé pour analyser les évolutions dans le temps et entre pays des attitudes des citoyens vis à vis de l'intégration européenne, en saisir les logiques sociales, politiques et identitaires. Une grande partie de ces travaux se concentre sur la question de l'inscription des clivages politiques liés à l'intégration européenne dans les dimensions clivant de manière préexistante les espaces politiques, en particulier la dimension gauche-droite. Ces travaux ont porté essentiellement sur les États membres de l'Union. L'attention s'est moins focalisée sur les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (UE)², et parmi ces derniers sur la Turquie.

Officiellement candidate à l'adhésion à la CEE puis à l'UE depuis 1987 et bénéficiant d'un statut de pays candidat accordé lors du Conseil européen d'Helsinki en 1999, la Turquie est engagée dans des négociations d'adhésion avec l'UE depuis octobre 2005. Peu d'études approfondies ont été consacrées aux évolutions de son opinion publique à l'égard de l'Europe, et en particulier aux perceptions populaires critiques³. Or ce pays a connu un phénomène nouveau, inédit et *a priori* plutôt inattendu, d'émergence d'un euroscepticisme populaire au cours des dernières années, qui apparaît sans précédent à la lecture des enquêtes d'opinion réalisées dans ce pays depuis une vingtaine d'années. Le « désir d'Europe » des citoyens turcs semble avoir considérablement perdu de son intensité au regard des vingt dernières années. Comment expliquer ce phénomène ? Quelles en sont les logiques internes et les ressorts profonds ? Pourquoi une population qui a toujours soutenu l'appartenance de son pays à l'UE se montre-t-elle désormais plus réticente, sinon hostile, à l'intégration européenne de la Turquie ? Afin de

ici en citer un grand nombre. Si l'on se concentre sur la question de l'euroscepticisme, on doit se reporter en particulier aux travaux de Paul Taggart sur les partis et systèmes de partis : TAGGART P., SZCZERBIAK A (dir.), *Opposing Europe ? The Comparative Party Politics of Euroscepticism. Volume 1 : Case Studies and Country Surveys ; Volume 2 : Comparative and Theoretical Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 2008. Sur les attitudes politiques liées à l'euroscepticisme, notamment vis-à-vis de la Turquie, on peut se reporter aux travaux de Lauren McLaren, par exemple : « Opposition to European Integration and Fear of Loss of National Identity : Debunking a Basic Assumption regarding Hostility to the Integration Project », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n°6, 2004, p. 895-911. Un très bon horizon de la littérature de langue anglaise sur les logiques sociales et politiques des attitudes eurosceptiques est par ailleurs effectué par le même auteur dans : *Identity, Interests and Attitudes to Europe Integration*, Londres, Palgrave, 2006, 256 p.

2. On mentionnera ici les travaux de Jacques Rupnik, en particulier sous sa direction : *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

3. On citera principalement les travaux de Nicolas Monceau, et en anglais d'Ali Çarkoğlu et de Hakan Yılmaz. Cf. MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Paris, Dalloz, coll. « Nouvelle Bibliothèque de Thèses », 2007 et « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque », dans YÉRASIMOS S., (dir.), *Turquie : désir d'Europe ? Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°36, juillet-décembre 2003, p. 63-90 ; ÇARKOĞLU A., « Who Wants Full Membership ? Characteristics of Turkish Public Support for EU Membership », dans ÇARKOĞLU A., RUBIN B., (eds.), *Turkey and the European Union. Domestic Politics, Economic Integration and International Dynamics*, Londres, Frank Cass, 2003 ; YILMAZ H., « Swinging Between Eurosupportiveness and Euroscepticism. Turkish Public's General Attitudes Towards the European Union », dans YILMAZ H., (ed.), *Placing Turkey on the Map of Europe*, Istanbul, Boğaziçi University Press, 2005, p. 152-181.

répondre à ces questions, cette contribution se décomposera en deux parties. Elle retracera d'abord un rapide état des lieux des tendances de l'opinion publique en Turquie, afin de mieux saisir la périodisation de l'euroscpticisme turc, et développera une analyse des euroscptiques turcs. Puis elle confrontera les différents modèles d'analyse des attitudes des citoyens au cas de la Turquie afin d'apporter des éléments d'interprétation au phénomène de l'euroscpticisme turc. L'approche développée ici s'appuiera principalement sur les données des enquêtes Eurobaromètres (EB) et sur les résultats d'enquêtes réalisées sur le plan national en Turquie, et se concentrera sur l'opposition à l'Europe au sein de la population turque. Aussi les positionnements antieuropéens des forces politiques et sociales turques ne seront pas traités dans cette contribution.

L'euroscpticisme en Turquie. État des lieux d'un phénomène nouveau

L'euroscpticisme, telle qu'il est mesuré dans les EB à travers l'absence de soutien à l'Europe, se manifeste de façon significative en Turquie à partir de l'année 2004. Jusque-là, le soutien de la population turque à l'appartenance de leur pays à l'UE demeurait élevé, en se situant dans des fourchettes aux alentours de deux tiers des personnes interrogées. À partir de 2004, la part de ceux qui jugent l'entrée de la Turquie dans l'UE comme une « mauvaise chose » croît régulièrement, de 9 % au printemps 2004 jusqu'à atteindre 25 % en 2006. Par la suite, l'euroscpticisme se maintient à ce niveau durant l'année 2007. Des enquêtes d'opinion plus spécifiques qui ont été réalisées en Turquie visent à mieux comprendre ce phénomène d'un euroscpticisme populaire naissant, en définissant plus particulièrement le profil des euroscptiques turcs. Une enquête réalisée en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université du Bosphore (Istanbul) montre ainsi que l'euroscpticisme se manifeste plus fréquemment chez les femmes turques, en particulier chez les femmes au foyer, ainsi que chez les ouvriers et les paysans. Par ailleurs, le rejet de l'Europe tend à croître parallèlement au degré de religiosité, aux attitudes nationalistes et aux modes de vie ruraux. Il tend à diminuer avec la hausse des niveaux de revenus. Enfin, les locuteurs de la langue turque seulement tendent à être plus euroscptiques que les locuteurs du Kurde⁴.

4. « Euroscpticism in Turkey. Doubts, Anxieties and Fears of the Turkish Public concerning Europe and the European Union », Open Society Institute et Boğaziçi University Research Fund, juillet 2003-juillet 2004.

Comment expliquer la montée de l'eurosepticisme en Turquie ? L'apport des modèles d'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe

Dans le contexte des développements que connaît l'UE depuis le début des années 1990, les modèles explicatifs des attitudes à l'égard de l'Europe et de l'intégration européenne ont privilégié trois principales perspectives d'analyse : les approches économiques ou « utilitaristes » ; les logiques politiques ; les analyses en termes culturels et identitaires. Dans quelle mesure ces modèles sont-ils explicatifs lorsqu'on les applique à un pays candidat à l'UE, la Turquie, présentant une trajectoire historique et un terrain sociologique très spécifiques.

Les approches économiques ou utilitaristes

Selon les approches économiques ou « utilitaristes », les attitudes des citoyens à l'égard de l'UE seraient déterminées en fonction de leur propre intérêt, sur la base d'un calcul rationnel en termes de coûts et bénéfices de l'intégration européenne⁵. L'hostilité à l'égard du projet européen, voire son rejet, interviendrait donc dès lors que les coûts seraient jugés supérieurs aux bénéfices. À partir de la distinction proposée entre le soutien par les *inputs* et par les *outputs*, de nombreux auteurs ont établi une différenciation entre le « soutien diffus » (affectif) et le « soutien spécifique » (utilitariste). Le soutien affectif peut être défini comme « [...] un réservoir d'attitudes favorables ou de bonne volonté qui aide les membres à accepter ou tolérer des outputs auxquels ils sont opposés ou encore l'effet qu'ils perçoivent être dommageable à leur volonté »⁶. Source stable de soutien politique pour les institutions, le soutien diffus rend compte de la loyauté des citoyens envers la communauté politique, de la légitimité et de la popularité du système ainsi que de ses institutions politiques. À l'inverse, le soutien spécifique s'avère potentiellement moins stable en étant orienté vers les actions et les performances du gouvernement ou des élites politiques.

Le niveau du soutien « utilitariste », qui est directement lié à des perceptions en termes de pertes ou de gains, est mesuré dans les Eurobaromètres par les indicateurs de soutien à l'appartenance à l'UE, de bénéfices espérés de l'intégration européenne ainsi que des significations associées à l'UE. Les résultats obtenus dans les nouveaux États membres depuis 2004 et dans les pays candidats à l'UE traduisent un soutien avant tout utilitariste des

5. GABEL M. J. et PALMER H. D., « Understanding Variation in Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research*, vol. 27, n°1, 1995, p. 3-19 ; GABEL M. J., *Interests and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998.

6. EASTON D., *A System Analysis of Political Life*, New York, Wiley, 1965, p. 273.

populations concernées⁷. En s'inscrivant dans ce cadre d'analyse, les tendances observées en Turquie depuis l'année 2001 permettent de mettre en évidence très clairement l'importance du soutien « utilitariste » des citoyens turcs à l'intégration européenne, dont témoignent un soutien élevé et stable à l'appartenance à l'UE, de forts bénéfices espérés de l'intégration européenne ainsi que la priorité accordée à la dimension économique et sociale de l'intégration européenne dans les significations associées à l'UE⁸.

Les approches identitaires ou culturelles

Les approches en termes culturels et identitaires mettent davantage l'accent sur le poids des peurs et des craintes d'une perte des traditions et de la culture nationale pour expliquer l'opposition à l'appartenance à l'UE⁹. Plus largement, l'intégration européenne est perçue comme une menace sur l'intégrité de l'État-nation, qui demeure le cadre de référence des identités nationales. Comme l'affirme Lauren M. McLaren, à propos des inquiétudes exprimées par les citoyens européens, « It is, therefore, a generalized worry about the changing nature of the nation and nation-state that will lead many Europeans to be critical of the EU – since this institution is likely to be seen as contributing to this change. This is because the EU is not just a free trade zone, but rather is making policies that were formerly within the prerogative of the nation-state, and it is likely to be seen as having a homogenizing effect on the member states. The uniqueness of national cultures and the

7. CHRISTIN T., « Nouveaux États membres et pays candidats : les attitudes envers l'intégration européenne », dans BELOT C. et CAUTRÈS B., (dir.), *La vie démocratique de l'Union européenne*, Paris, La Documentation Française, 2006, p. 97-113.

8. Les significations prioritaires associées à l'UE par les citoyens turcs interrogés dans le cadre des EB depuis 2001 sont la « prospérité économique », la « liberté de circulation au sein de l'UE » et la « protection sociale ». La perception turque de l'espace européen se distingue ainsi de celle partagée par la moitié des PECO, anciens satellites de l'URSS durant la guerre froide, pour qui la paix représente l'une des priorités associées à l'image de l'UE. En privilégiant la dimension économique et sociale de l'intégration européenne, l'opinion publique turque marque un décalage significatif avec le discours officiel des élites politiques nationales, qui établit la légitimité de l'appartenance de la Turquie à l'UE avant tout sur le partage de valeurs – culturelles, sociales et politiques – héritées d'un passé commun. Les approches en termes de calcul rationnel sur les coûts et bénéfices de l'intégration européenne expliqueraient aussi en partie les réticences exprimées à l'égard de l'élargissement, et plus particulièrement de l'adhésion de la Turquie à l'UE, par les citoyens de certains États membres de l'UE, comme la France. Une double préoccupation d'ordre économique serait à l'origine du rejet exprimé : les craintes d'un afflux massif de travailleurs immigrés, en particulier originaires de Turquie, et de ses effets sur la situation économique du pays ; les craintes concernant la capacité d'absorption par l'UE d'un grand pays comme la Turquie, ainsi que sur le coût de l'absorption.

9. DE MASTER S. and LE ROY M. K., « Xenophobia and the European Union », *Comparative Politics*, vol. 32, n°4, 2000, p. 419-436 ; CAREY S., « Undivided loyalties : is National Identity an Obstacle to European Integration », *European Union Politics*, vol. 3, n°4, 2002, p. 387-413 ; McLAREN L. M., « Public Support for the European Union : Cost/Benefit Analysis or Perceived Cultural Threat », *The Journal of Politics*, vol. 64, n°2, 2002, p. 551-566 ; McLAREN L. M., « Opposition to European Integration and Fear of Loss of National Identity : Debunking a Basic Assumption Regarding Hostility to the Integration Project », *European Journal of Political Research*, *op. cit.*

exclusive control over the resources of the nation-state are, in turn, seen as being under threat by the EU »¹⁰. Étudiant les partis politiques eurosceptiques en Europe, Paul Taggart défend l'hypothèse selon laquelle une dimension importante de l'euroscepticisme se fonderait sur la « politique de l'identité », qui conduit les individus à percevoir l'État-nation comme le point de référence central pour l'identité et l'UE comme une entité qui sape l'intégrité de l'État-nation¹¹.

Ces approches, centrées sur la notion de menace culturelle, peuvent se révéler ici opératoires pour interpréter la forte montée de l'euroscepticisme observé en Turquie depuis l'année 2004. Selon ce courant d'analyse, en effet, l'opposition croissante des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE pourrait être interprétée comme une réaction d'ordre nationaliste face à la menace perçue des effets du processus d'intégration européenne sur les fondements de l'État-nation en Turquie. Dans cette perspective, Stéphane Yérasimos soulignait ainsi que « les deux objectifs majeurs fixés par le fondateur de la République et consacrés comme un dogme, celui du kémalisme, à savoir l'indépendance, c'est-à-dire la souveraineté, et l'occidentalisation, avec son indispensable corollaire, la laïcité, se télescopent dans le processus d'adhésion à l'UE. Ainsi, l'entrée dans l'UE, qui serait l'aboutissement d'un processus bi-séculaire d'occidentalisation, se présente en même temps comme l'abandon des attributs de l'État-nation, pire, comme une perte d'indépendance au profit d'une entité perçue comme modèle en même temps que comme adversaire »¹².

Les eurosceptiques turcs : comme les autres ?

Nous souhaitons tester la validité empirique des modèles explicatifs que nous venons de rappeler en analysant les profils des eurosceptiques turcs dans trois dimensions d'opinions sur l'Europe et l'UE : les significations qu'ils attachent à l'UE, les effets qu'ils en attendent et les peurs qu'elle leur inspire. Qu'en est-il en effet parmi les Turcs qui déclarent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas « une bonne chose » ? Accentuent-ils les dimensions économiques/utilitaires (refus du soutien à l'UE car les bénéfices attendus sont trop faibles par rapports aux coûts) ou diffuses/identitaires ? La rationalité économique prend-elle chez eux le pas sur l'identité ? Afin de mieux comprendre s'il existe des spécificités turques dans les réponses à ces questions, nous avons comparé de manière systématique les eurosceptiques turcs à ceux des autres pays.

10. MCLAREN L. M., *op. cit.*, 2002.

11. TAGGART P., « A Touchstone of Dissent : Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, vol. 33, n°5, 1998, p. 363-388.

12. YÉRASIMOS S., « L'Europe vue de la Turquie », *Hérodote*, n°118, Paris, La Découverte, 2005, p. 70.

Les données des Tableaux 1 à 3 montrent que, si les dimensions économiques et sociales de l'appartenance de la Turquie à l'UE ne sont pas absentes des préoccupations ou des significations données à l'Europe par les eurosceptiques turcs (qui citent davantage la prospérité économique et la protection sociale comme mots associés à l'Europe que les eurosceptiques des autres pays), les craintes et les significations négatives associées à l'Europe sont avant tout identitaires et culturelles. La hiérarchie des peurs liées à l'intégration européenne, tout comme la hiérarchie des significations attachées à cette intégration, montre clairement que tout ce qui touche à la perte de l'identité culturelle, ou de l'identité et de la culture nationales, à la langue, devance en Turquie nettement les autres préoccupations : les eurosceptiques turcs privilégient davantage que ceux des autres pays les dimensions identitaires qu'utilitaires dans leur refus du soutien à l'Europe.

Tableau 1 : Les significations associées à l'Union européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose »
(% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Paix	9	11	13	16	15
Prospérité économique	17	9	8	6	6
Démocratie	9	10	9	7	8
Protection sociale	17	2	7	5	5
Liberté de voyager, étudier, travailler au sein de l'Union	12	23	38	33	35
Diversité culturelle	10	13	13	15	14
Voix plus importante dans le monde	3	9	8	11	10
Euro	10	13	17	34	29
Chômage	14	26	34	39	38
Bureaucratie	11	17	31	37	35
Gaspillage d'argent	14	23	36	55	49
Perte de l'identité culturelle	38	36	20	32	29
Criminalité	26	31	30	41	38
Pas assez de contrôle des frontières	15	17	15	40	33

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN.

Tableau 2 : Les effets négatifs attendus de l'Union européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose » (% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Sur la sécurité du pays	58	48	41	60	54
Sur les exportations	56	64	49	48	48
Sur le niveau de vie	58	48	41	60	54
Sur l'agriculture	56	64	49	48	48
Sur l'industrie	58	48	41	60	54
Sur le secteur des services	56	64	49	48	48
Sur l'emploi	58	48	41	60	54

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN.

Plusieurs autres indicateurs figurant dans les EB ainsi que les résultats d'enquête réalisée en Turquie en 2003 confirment dans une large mesure l'importance de ces perceptions fondées sur des inquiétudes culturelles et identitaires parmi la population turque en général et non plus seulement parmi ceux qui déclarent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne serait pas une « bonne chose ». En premier lieu, l'attachement à la nation demeure très largement prédominant parmi les citoyens turcs au détriment de l'identification européenne. 57 % des Turcs se déclaraient « exclusivement turcs » au printemps 2004. De même, les citoyens turcs apparaissent divisés sur le fait de revendiquer une composante européenne de leur identité. Ceux qui se déclarent fiers d'être « européens » (48 %) sont aussi nombreux, à l'automne 2003, que ceux qui n'en retirent aucune fierté ou ne se sentent pas européens (49 %). En second lieu, les transferts de souveraineté nationale au profit de l'UE apparaissent une question particulièrement sensible pour la population turque¹³. Enfin, les craintes associées au processus d'intégration européenne par les citoyens turcs interrogés soulignent le poids des facteurs d'ordre culturel et identitaire : la « perte de l'identité nationale et de la culture » ainsi que la « fin de la monnaie nationale » et la « perte de la langue nationale » constituent parmi l'ensemble de la population turque le trio de tête des peurs associées à l'UE.

13. Les EB mettent en évidence les fortes réticences des citoyens turcs face à la perspective de la perte des prérogatives nationales, qui se traduisent notamment par une opposition au principe de décisions communes entre la Turquie et l'UE concernant la politique de défense nationale (57 % des citoyens turcs interrogés estiment que seul le gouvernement turc doit prendre les décisions dans ce domaine et 34 % que les décisions doivent être communes, contre 57 % au niveau européen). Cf. *Eurobarometer 62. Türkiye*, p. 37.

Tableau 3 : Les peurs associées au développement de l'intégration européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose » (% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Perte de pouvoir pour les plus petits États membres	47	68	75	70	71
Augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	54	73	83	83	83
Que la langue nationale soit moins utilisée	62	62	61	54	56
Que le pays paie de plus en plus à l'Union européenne	51	73	83	86	85
La perte des avantages sociaux	44	61	66	75	72
La perte de l'identité et de la culture nationales	62	64	63	66	65
Une crise économique	48	65	71	71	72
Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	49	62	79	89	85
Plus de difficultés pour les agriculteurs	56	74	85	81	82
La fin de la monnaie nationale	54	62	74	76	75

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN.

Les résultats d'une enquête réalisée en Turquie en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Boğaziçi (Istanbul) confirment ces résultats en soulignant la perception majoritaire chez les répondants d'un lien entre l'intégration européenne et l'affaiblissement de l'État-nation. 53 % des personnes interrogées en Turquie partagent en effet l'opinion selon laquelle la satisfaction de toutes les exigences de l'UE par la Turquie marquera la fin de l'État turc. 36 % ne partagent pas cette opinion et 11 % ne s'expriment pas sur le sujet.

***Le poids de l'histoire et de la mémoire :
les « syndromes » de la Turquie (Sèvres, Tanzimat)***

Les approches en termes culturels et identitaires, qui mettent l'accent notamment sur le nationalisme, peuvent également être utiles ici afin de comprendre le rejet croissant de l'UE par les citoyens turcs ainsi que le faible sentiment d'appartenance à l'identité européenne exprimée par ces derniers. Le poids de la mémoire historique et les fondements de l'identité nationale en Turquie sont susceptibles de jouer un rôle important dans ce reflux d'une composante identitaire européenne. L'invocation des « syndromes » de la Turquie et de leur poids dans la culture politique turque contemporaine pourrait permettre ici de mieux saisir le rapport ambigu, sinon ambivalent, des Turcs à l'Europe, dont témoignent les résultats des enquêtes d'opinion comme les EB : le « syndrome des Tanzimat », et le « syndrome de Sèvres », « deux prémisses du récit généalogique fondateur du nationalisme turc moderne »¹⁴ [Yılmaz, 2005, p. 192], renvoient à l'histoire politique turque contemporaine¹⁵. Durant plusieurs siècles, l'Empire ottoman a constitué la principale menace face aux puissances de l'Europe chrétienne. Par la suite, la fondation de l'État-nation et la définition de l'identité nationale turque reposent sur une guerre de Libération nationale (1919-1922) menée par le mouvement kémaliste contre l'invasion et l'occupation du territoire anatolien par les puissances occidentales, qui ont également contribué à développer une relation jugée souvent ambivalente, voire paranoïaque, vis-à-vis de l'Europe. Comme le rappelait Stéphane Yérasimos, « la fondation de l'État-nation est ainsi considérée, aussi bien par l'historiographie que par la mémoire collectives turques, comme ayant été obtenue contre l'Europe, la volonté de celle-ci restant symbolisée par le traité de Sèvres et la victoire nationale par celui de Lausanne »¹⁶.

Par la suite, ces deux syndromes se sont renforcés et diffusés dans la société sous l'impulsion du kémalisme, l'idéologie fondatrice de la République turque, à travers divers canaux (éducation nationale, médias, littérature). En offrant une interprétation de la nature des relations entre l'Empire ottoman et la Turquie, d'une part, et les grandes puissances européennes, ces syndromes sont associés, selon Hakan Yılmaz, au courant conservateur nationaliste en Turquie, qui a fait le choix stratégique de tourner le dos à

14. YILMAZ H., « Le conservatisme turc et l'idée d'Europe », dans SANT CASSIA P. et FABRE T., (dir.), *Les défis et les peurs. Entre Europe et Méditerranée*, Arles, Actes Sud/MMSH, 2005 (1), p. 187-218 ; YILMAZ H., « Swinging Between Eurosupportiveness and Euroskepticism : Turkish Public's General Attitudes Towards the European Union » dans YILMAZ H., (dir.), *Placing Turkey on the Map of Europe*, Istanbul, Boğaziçi University Press, 2005 (2), p. 152-181.

15. LEWIS B., *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988 (éd. originale : *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford University Press, 1961) ; ZÜRCHER E. J., *Turkey. A Modern History*, London and New York, I.B. Tauris and Co Ltd, 3rd ed., 2003.

16. YÉRASIMOS S., *op. cit.*, 2005, p. 72.

l'Europe. Plus central, le syndrome de Sèvres reposerait ainsi sur le souvenir traumatique d'une confrontation violente avec l'Europe, dont les exigences communautaires actuelles ne constitueraient que la réactualisation sous d'autres formes d'une volonté hégémonique sur le pays, qui s'est incarnée dans le passé à travers les croisades, les capitulations, ou encore le traité de Sèvres marquant le découpage territorial de la Turquie : « Les Européens perçoivent les Turcs comme les envahisseurs et les occupants illégitimes de terres appartenant aux chrétiens d'Europe et comme les oppresseurs de ces peuples. C'est pourquoi, en poursuivant le même raisonnement, les Européens ont constamment essayé de chasser les Turcs des territoires ancestraux des chrétiens d'Europe pour les restituer à leurs propriétaires légitimes – Arméniens et Grecs par le passé et Kurdes aujourd'hui. Partie des croisades du Moyen Age, cette historique « bataille des missionnaires » d'Europe a atteint son point culminant avec le traité de Sèvres de 1920, qui met fin à la Première Guerre Mondiale et selon les termes duquel la Turquie se trouve dépecée entre les puissances occidentales et les minorités chrétiennes alliées avec elles. Tout Européen cache en lui un croisé ! »¹⁷.

Dans les perceptions actuelles des relations turco-européennes, ce poids du passé et de la mémoire historique semble demeurer très présent en Turquie. Pour certains milieux sociaux et politiques turcs, principalement nationalistes et souverainistes, les exigences formulées par l'UE – en particulier concernant les droits des individus et des minorités – à l'encontre de la Turquie dans le cadre du processus d'adhésion traduisent avant tout la volonté de réactiver les clauses du traité de Sèvres.

Certaines enquêtes d'opinion réalisées sur le plan national tendent à confirmer les places respectives du « syndrome de Sèvres » et du « syndrome des Tanzimat » dans les perceptions et représentations populaires. Les résultats du sondage réalisé en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Boğaziçi permettent ainsi de mesurer plusieurs indicateurs du syndrome de Sèvres dans l'opinion publique turque. Une majorité des personnes interrogées établissent ainsi un lien entre passé et présent concernant les intentions historiques de l'Europe envers la Turquie. En effet, 54 % d'entre elles estiment que les États européens essaient actuellement de diviser la Turquie et de la gouverner, de la même façon qu'ils ont tenté par le passé de régner sur l'Empire ottoman, tandis que 33 % pensent le contraire et 13 % n'expriment pas d'opinion. Des résultats comparables sont obtenus concernant la mise en perspective du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE avec certains événements jugés négatifs du passé, comme les croisades, les capitulations et le traité de Sèvres. Une majorité relative des répondants considère ainsi que les Européens sont animés par « l'esprit des croisés » dans leurs rapports avec

17. YILMAZ H., *op. cit.*, 2005 (1), p. 207.

la Turquie, qu'ils ont pour but de recréer la situation des capitulations du Moyen Âge et de rabaisser la Turquie au rang de colonie économique, enfin qu'ils ont pour but de réactiver le traité de Sèvres de 1920¹⁸. De même, 36 % des citoyens turcs interrogés partagent l'opinion selon laquelle les conditions imposées à la Turquie par l'UE ne sont pas différentes des termes du traité de Sèvres de 1920. 27 % ne partagent pas cette opinion, et 37 % ne s'expriment pas sur le sujet. Le taux élevé de « sans opinions » témoigne cependant ici d'une certaine difficulté des citoyens turcs à articuler les enjeux actuels avec la mémoire historique.

Le poids du contexte sur les variations de l'euroscpticisme en Turquie : crises économiques et impact des conseils européens

Enfin, une dernière série de travaux a plus particulièrement mis l'accent sur le poids du contexte dans les variations dans le temps du soutien à l'appartenance à l'UE. Dans cette perspective, la plupart des recherches menées sur les variables longitudinales du soutien à l'UE ont mis en évidence l'influence conjointe de trois types de facteurs : les facteurs économiques ; la conjoncture politique nationale ; la conjoncture politique européenne. En nous appuyant sur cette grille d'analyse, nous interpréterons les variations du soutien des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE au cours des cinq dernières années. Plusieurs travaux ont mis en évidence les relations entre la courbe des attitudes pro-européennes et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (comme le taux de chômage ou le taux de croissance du PIB) dans les États membres de l'UE¹⁹. La dégradation de la confiance ressentie vis-à-vis de l'Europe apparaît étroitement associée à la prise de conscience de l'existence d'une crise économique par les citoyens européens interrogés. De la même façon, on peut observer en Turquie les effets de la conjoncture économique sur les attitudes des citoyens turcs vis-

18. Les questions posées étaient formulées de la façon suivante : « Certains pensent qu'un 'esprit des croisés' régit les attitudes des Européens envers la Turquie. Êtes-vous d'accord avec cette opinion ? » ; « Certains pensent que les réformes qui ont été engagées pour l'accession de la Turquie à l'Union européenne s'apparentent aux capitulations des temps anciens. Êtes-vous d'accord avec cette opinion ? » ; « Certains pensent que les réformes que l'UE exige de la Turquie s'apparentent aux concessions que les grandes puissances européennes exigèrent autrefois des Ottomans dans le cadre du traité de Sèvres. Êtes-vous d'accord avec cette opinion ? ». Cf. « Euroskepticism in Turkey. Doubts, Anxieties and Fears of the Turkish Public concerning Europe and the European Union », Open Society Institute et Boğaziçi University Research Fund, juillet 2003-juillet 2004. Le terrain de l'enquête a été mené en octobre et novembre 2003 dans 17 provinces et trois grandes zones métropolitaines de Turquie (Istanbul, Ankara, Izmir) auprès d'un échantillon de 2.123 individus représentatifs de la population turque âgée de 18 ans et plus.

19. BRÉCHON P., CAUTRÈS B., DENNI B., *op. cit.*, 1995 ; CAUTRÈS B., « Les attitudes vis-à-vis de l'Europe », dans BRÉCHON P. et CAUTRÈS B., (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 91-113 ; CAUTRÈS B. et DENNI B., *op. cit.*, 2000, p. 323-354.

à-vis de l'Europe. Durant la période 1999-2005, on peut observer deux chutes significatives du soutien à l'appartenance à l'UE. La période hiver 1999 – automne 2001 est marquée par une première chute des opinions favorables à l'Europe de 71 % à 59 % et par la hausse consécutive des opinions défavorables de 7 % à 14 %. Parmi les interprétations susceptibles d'être avancées pour expliquer cette diminution du soutien à l'appartenance à l'UE, nous pouvons formuler l'hypothèse que l'avènement d'une grave dépression économique et financière en Turquie au tournant des années 2000-2001 a pu contribuer à la cristallisation d'un rejet (temporaire) du processus d'intégration européenne²⁰.

Enfin, le soutien des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE peut également enregistrer des variations sous l'effet de la conjoncture politique européenne. Dans cette perspective, les fluctuations des positions des institutions européennes à l'égard de la candidature de la Turquie représentent un baromètre pour saisir l'état de l'opinion en Turquie. Si nous ne disposons pas de données des EB concernant la Turquie pour la période de la fin des années 1990, nous pouvons cependant formuler l'hypothèse que l'effet du choc psychologique lié à la profonde déception consécutive au sommet européen de Luxembourg (décembre 1997) a pu contribuer à la montée d'un certain euroscpticisme au cours des mois suivants. Tout en reconnaissant une « vocation européenne » à la Turquie, les chefs d'État et de gouvernements européens ne l'avaient alors pas retenu parmi la liste des dix pays candidats à l'adhésion à l'UE qui incluait les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ainsi que Chypre et Malte. De même, les conclusions du Conseil européen d'Helsinki de décembre 1999 ont pu faire l'objet d'interprétations mitigées, sinon ambivalentes, de la part des citoyens turcs. Si le Conseil européen reconnaît alors le statut de pays candidat à la Turquie, il ne fixe cependant pas de date précise pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE en repoussant à nouveau les discussions au sommet européen de décembre 2002. Enfin, la vague d'élargissement de 2004, qui intègre les PECO en l'espace de quinze années seulement après l'effondrement de l'URSS, suivie par les adhésions de la Bulgarie et de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007 et celle programmée de la Croatie, ont pu nourrir au sein de la population turque un sentiment d'injustice à l'égard de l'UE, accusée de ne pas respecter ses engagements passés envers la Turquie. L'idée de l'application de « double standards » d'adhésion à la Turquie s'est ainsi cristallisée dans une partie de l'opinion turque, comme en témoignent certains résultats d'enquêtes. Selon le sondage réalisé en 2003 par l'Open Society Institute et

20. Cet argument doit être cependant relativisé dans la mesure où un « effet retard », d'environ un an à un an et demi, est généralement observé entre les courbes d'évolution des indicateurs de mesure des attitudes européennes et celles des principaux indicateurs macroéconomiques. Cf. CAUTRÈS B., *op. cit.*, 1998.

l'Université Boğaziçi, 61,8 % des personnes interrogées en Turquie partagent l'opinion selon laquelle l'UE traite la Turquie avec des doubles standards en lui imposant des conditions qu'elle n'a pas imposées aux autres pays candidats. 19,9 % ne sont pas d'accord avec cette opinion et 18,4 % ne s'expriment. De même, 49,7 % estiment que l'UE n'acceptera pas la Turquie comme membre, même si cette dernière satisfait à l'ensemble des conditions requises. 39,8 % ne partagent pas cette opinion et 10,4 % ne s'expriment pas.

Le facteur de la conjoncture politique européenne peut se révéler plus explicatif, enfin, pour saisir la forte montée d'euroscpticisme observée en Turquie depuis l'année 2004. Plus que l'évolution des relations avec les institutions européennes, les prises de positions adoptées par les élites politiques de certains États membres de l'UE (comme la France ou l'Allemagne), l'état des opinions des citoyens européens à l'égard de la candidature turque ainsi que l'orientation des débats publics portant sur la Turquie ont pu influencer de façon significative sur le niveau de soutien à l'appartenance à l'UE en Turquie. Parmi les nombreux faits dans l'actualité européenne largement relayée par les médias turcs, qui ont pu contribuer à modifier en Turquie la perception de l'UE et de la poursuite du processus d'intégration européenne, les prises de positions publiques de certains représentants européens et leaders politiques nationaux à l'occasion d'événements liés à la construction européenne (Conseil européen, élections européennes)²¹ ainsi que les débats autour de la mention de l'héritage chrétien dans le préambule du texte de la Constitution européenne ont pu contribuer à renforcer l'idée en Turquie d'une UE associée à un « club chrétien »²². Selon les résultats de l'enquête réalisée en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Boğaziçi, 56,1 % des personnes interrogées en Turquie partagent l'opinion selon laquelle l'UE a été fondée sur des valeurs chrétiennes. 30,2 % ne sont pas d'accord avec cette opinion et 13,7 % ne s'expriment pas.

21. Parmi celles-ci, rappelons en particulier les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing en novembre 2002, alors président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, pour qui l'adhésion de la Turquie signifierait la fin de l'UE, les prises de position de l'UMP en France contre l'adhésion de la Turquie au printemps 2004 ou encore la campagne d'affichages de Philippe de Villiers, avec le slogan « Non à la Turquie en Europe ! », durant les élections européennes de 2004.

22. Après la reconnaissance du génocide des Arméniens par la France en janvier 2001, qui avait suscité temporairement des réactions antifrançaises en Turquie, on mentionnera aussi le retour récent dans l'actualité politique française du débat sur la « question arménienne » à travers la proposition de loi du PS sur la pénalisation de la négation du génocide des Arméniens qui a été votée par l'Assemblée nationale le 12 octobre 2006. Cette proposition de loi, dont l'actualité a été très largement relayée par les médias turcs, a suscité de vives réactions en Turquie depuis les prises de positions des responsables politiques jusqu'aux menaces de rétorsions économiques. Nous ne disposons cependant pas de résultats d'enquêtes d'opinion qui permettraient de mesurer l'impact de cette actualité sur l'état de l'opinion en Turquie.

Conclusion

L'euro-scepticisme en Turquie apparaît comme un phénomène nouveau, inédit et inattendu de résistance à l'intégration européenne dans un pays qui s'était jusque-là toujours distingué par son soutien populaire à l'Europe à la fois constant et majoritaire. Parmi les multiples raisons de l'essor de l'euro-scepticisme en Turquie, les craintes identitaires et culturelles, qui s'expliquent en partie par le poids de la mémoire historique et les fondements de l'identité nationale dans ce pays qui traduisent une relation ambivalente avec l'Europe, apparaissent dominantes parmi les eurosceptiques turcs, dont le nombre est croissant dans les dernières années.